

Termes de référence

CONSULTANT NATIONAL EXPERT DES QUESTIONS JURIDIQUES

(Avec un minimum de 5 ans d'expériences)

Groupe de travail des Nations Unies sur la lutte contre le Terrorisme (CTITF)/ Bureau des Nations Unies contre le Terrorisme (UNOCT)

Projet du Groupe de travail sur les droits de l'homme du CTITF: Formation et renforcement des capacités des responsables de l'application des lois sur les droits de l'homme, les règles de droit et la prévention du terrorisme

CAMEROUN

Consultation: 80 jours ouvrables sur une période de 6 mois

Contexte et justification

Le Groupe de travail du CTITF sur la protection et la promotion des droits de l'homme et l'état de droit dans le cadre de la lutte contre le terrorisme met actuellement en œuvre un projet pluriannuel global de formation et de renforcement des capacités des responsables de l'application des lois sur les droits de l'homme, l'état de droit et la prévention du Terrorisme (le «Projet Global»). Le Project Global offre une formation aux responsables de l'application de la loi sur les droits de l'homme et les réponses conformes aux droits de l'homme dans la lutte contre le terrorisme. Le projet mondial est mis en œuvre dans le cadre du Pilier IV de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies (A / RES / 60/288) et comprend quatre phases pour assurer sa durabilité et son impact maximal sur le terrain.

Les phases I et II consistent en la formation des forces de l'ordre et des agents de sécurité camerounais aux mesures et opérations antiterroristes, afin de renforcer leur connaissance des lois et principes des droits de l'homme applicables à leur champ d'exercice. La formation est organisée autour de cinq modules: (i) le cadre juridique international régissant les droits de l'homme et les activités de lutte contre le terrorisme; (ii) l'usage de la force; (iii) Pratiques de détention conformes aux droits de l'homme; (iv) Pratiques d'entrevue conformes aux droits de la personne; et v) Techniques d'enquêtes spéciales. Chaque module décrit les normes établies par le droit international des droits de l'homme et la jurisprudence et, inclut des exemples de bonnes pratiques. La phase II reprend la formation à l'intention d'un groupe différent de participants et comprend une réunion avec des hauts fonctionnaires du gouvernement pour discuter de leurs besoins en matière de droits de l'homme et, de la façon dont ceux-ci pourraient être traités dans la phase III.

La Phase III du Projet Global répond aux besoins identifiés lors de la formation et de la rencontre avec les hauts fonctionnaires. Son objectif particulier est d'adapter les outils de formation du Projet Global au contexte national, intégrant la législation nationale respectant les standards internationaux des droits humains. Les matériaux de formation nationaux seront ensuite incorporés dans le programme des institutions nationales de formation. Un programme de formation des formateurs sera mis au point pour former les formateurs nationaux aux nouveaux éléments du curriculum national de formation. La phase IV du projet mondial, focalisée sur le suivi et l'évaluation, se concentrera sur l'impact des activités menées dans le cadre des phases I, II et III.

L'expert national des questions juridiques appuiera l'élaboration et la mise en œuvre de la phase III au Cameroun et travaillera en étroite collaboration avec l'ONUDC et le CNUDHD, sous la supervision générale de l'expert international principal de l'UNOCT. L'expert national des questions juridiques étudiera et développera des outils de formation nationaux basés sur les modules de formation existants du Projet Global. Il apportera un appui au développement et à la mise en œuvre du programme de formation des formateurs et soutiendra les autorités nationales pour intégrer ces

supports dans leur formation nationale pour les policiers et les magistrats afin de promouvoir le respect des obligations découlant du droit international des droits de l'homme.

Le Consultant national, expert des questions juridiques sera basé à Yaoundé et sera conjointement - sous l'autorité ~~de et~~ la direction du Centre des Nations Unies pour les droits de l'homme et de la démocratie en Afrique centrale (CNUDHD)-AC), sur une base hebdomadaire, tout en travaillant sous la direction méthodologique fournie par l'expert international principal, sous l'autorité de l'UNOCT à New York. L'expert national des questions juridiques travaillera également en étroite collaboration avec l'ONUDC, les institutions nationales de formation à l'application de la loi et toute autre entité jugée pertinente pour la mise en œuvre efficace du projet.

Le Consultant national expert des questions juridiques mettra à sa disposition son propre ordinateur et tout autre équipement nécessaire pour effectuer le travail. Seules les dépenses convenues à l'avance seront remboursées.

TACHES ET RESPONSABILITES

Sur une période de 50 jours ouvrables:

- Assister à la formation de Phase I et à la réunion de haut niveau à Yaoundé en tant qu'observateur,
- Étudier et rédiger un rapport écrit identifiant les lois nationales du Cameroun par lesquelles l'État applique ses obligations en vertu du droit international des droits de l'homme dans les domaines d'application de la loi couverte par les modules de formation existants du Projet global (Cadre juridique, recours à la force, Pratiques de détention conformes aux droits de l'homme, pratiques d'entretien conformes aux droits de l'homme et techniques spéciales d'enquête),
- Identifier les incohérences de la législation ou de la pratique nationale avec le droit international des droits de l'homme, à noter dans le rapport, afin qu'elles puissent être incluses et traitées dans les documents de formation nationaux et dans le programme de formation des formateurs,
- Élaborer des supports de formation nationaux à utiliser dans le programme de formation des formateurs au Cameroun, basé sur les modules de formation du Projet Global, dans le contexte des lois nationales du Cameroun et qui reflètent les normes et standards internationaux des droits de l'homme.
- Produire des supports de formation et des documents pertinents subséquents en français et, après validation, appuyer la traduction du support en anglais.

Sur une période de 10 jours ouvrables:

- Appuyer le développement et la préparation du programme de formation des formateurs au Cameroun,
- Appuyer la mise en œuvre et l'exécution de la formation des formateurs, en apportant notamment des conseils et des orientations aux formateurs et aux participants sur la législation nationale du Cameroun

Sur une période de 20 jours ouvrables:

Apporter des conseils juridiques et un soutien supplémentaire aux participants à la formation des formateurs en intégrant la législation nationale relative aux droits de l'homme dans les programmes nationaux de formation à l'application de la loi, conformément à la formation des formateurs.

QUALIFICATIONS

Formation: Essentielle: Diplôme universitaire supérieur (maîtrise ou équivalent) en droit pénal et expérience et / ou qualification en droit international des droits de l'homme. Une combinaison de qualifications académiques pertinentes et une grande expérience pratique peuvent être acceptées en lieu et place du diplôme universitaire supérieur.

Expérience: Essentielle: Au moins cinq années d'expérience dans le domaine juridique relatif aux droits de l'homme et à la lutte contre les crimes / contre le terrorisme au Cameroun, avec une expérience dans la conception de supports de formation.

Désirable: Expérience de travail avec les forces de sécurité au Cameroun.

Langues: Essentiel: le consultant doit maîtriser le français et l'anglais oral et écrit.

COMPETENCES

PROFESSIONNALISME: Bonne capacité d'analyse et excellente connaissance pratique du droit pénal et des procédures pénales au Cameroun. Bonne connaissance et exposition à toute une série de questions liées à la lutte contre le terrorisme, notamment dans le contexte des droits de l'homme et de l'état de droit. Connaissances approfondies d'un éventail de normes, d'instruments, de mécanismes, d'approches et de bonnes pratiques internationales relatives aux droits de l'homme, en particulier ceux qui ont trait à la lutte antiterroriste. Bonne connaissance des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale, ainsi que des entités existantes du système des Nations Unies et de leurs mandats, politiques et directives respectives, en ce qui concerne la lutte contre le terrorisme. Maîtrise de rédaction et capacité à rédiger des mémoires de la formation et d'autres documents écrits, sous pression. Capacité à travailler dans des situations dynamiques à haute pression et à respecter les délais impartis.

PLANIFICATION ET ORGANISATION: Définir clairement des objectifs compatibles avec les stratégies convenues. Identifier les activités et les ajuster en fonction des besoins prioritaires. Gestion suffisante du temps et des ressources pour accomplir le travail. Prévoir les risques et tenir compte des imprévus lors de la planification. Surveiller et ajuster les plans et les actions au besoin. Utiliser efficacement le temps.

COMMUNICATION: savoir parler et écrire clairement et efficacement. Écouter les autres, correctement interpréter les messages des autres et répondre de façon appropriée. Poser des questions de clarification et, faire montre d'un intérêt à avoir une communication bidirectionnelle. Soigner le langage, le ton, le style et le format correspondant au public. Faire preuve d'ouverture en partageant l'information et savoir rendre compte. Développer des supports de formation efficaces.

DATE DE DEBUT: Mars 2018 **LIEUX D'AFECTATION:** Yaoundé, Cameroun

Aux candidats intéressés : Faites parvenir votre CV et votre lettre de motivation, rédigés en anglais, avant le 15 février 2018 à tfonyuy@ohchr.org et southern@un.org. Veuillez cocher clairement le champ «Application: Consultant juridique national expert (Cameroun)».

Note: en raison du volume de candidatures, seuls les candidats présélectionnés seront contactés.